Union **I**nter*fédérale* des **T**ransports **UIT CGT** - 263, rue de Paris – Case 571 – 93515 Montreuil Cedex
TEL: 01 48 18 87 07 - FAX : 01 48 57 80 90 - E- mail : uit@cgt.fr

Fédération UGICT CGT des Officiers
De la Marine Marchande

Fédération Nationale des Syndicats Maritimes

COMMUNIQUÉ

SEAFRANCE :
Que cache, comme opération politique, la volte-face du Gouvernement !

LA CGT EXPRIME SA PLUS GRANDE INQUIÉTUDE DEVANT CE CAFOUILLAGE GOUVERNEMENTAL SUR L'AVENIR DE SEAFRANCE.

La semaine dernière, le Ministre des Transports s'opposait, avec des propos très forts, au projet de la SCOP porté par l'Organisation Majoritaire.

Lundi 02 janvier 2012, sous pression de l'Elysée, renversement de situation : la SCOP devenait un projet « honorable » qu'il fallait soutenir mais sans aucun investissement de l'Etat !
Le financement se ferait, uniquement, avec les indemnités de licenciement revalorisées versées par la SNCF, SNCF qui vient d'être ponctionnée de 230 millions d'Euros par ce même gouvernement.

Un gouvernement que la CGT a rencontré -à de nombreuses reprises- sur ce dossier SEAFRANCE (Ministère des Transports, Ministère des Finances) sans qu'aucune des réflexions et propositions alternatives que nous ayons avancées ne soient retenues.
Et pour cause, toutes nos propositions sont en complètes oppositions avec les orientations libérales européennes que soutient le gouvernement français.

La position gouvernementale est, pour nous, une manœuvre politique de campagne électorale qui ne lui coûte rien financièrement ! Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas utilisé le FSI (Fond Stratégique d'Investissement), mis en place par le Président de la République en réponse à la crise pour «sécuriser le capital des entreprises stratégiques », comme nous l'avons demandé ?

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS PORTE UNE LOURDE RESPONSABILITÉ DANS LA SITUATION ACTUELLE DE SEAFRANCE ET DANS LE DUMPING TARIFAIRE ET SOCIAL QU'IL A LAISSÉ S'INSTAURER SUR LE DÉTROIT DE LA MANCHE.

- Pour la CGT, notre priorité c'est l'avenir des emplois directs et indirects, c'est l'avenir du Pavillon Français et cela ne peut pas faire l'objet de déclarations politiques démagogiques à des fins électorales.
- Nous attendons un autre engagement de l'Etat, vis-à-vis de SEAFRANCE, pour pérenniser l'activité de la Société SEAFRANCE, du Pavillon Français et des emplois.
- La CGT, très inquiète de la situation, va continuer son travail de rencontres pour sauver les emplois et le Pavillon français.

Montreuil, le 03 janvier 2012